

Discours de la rentrée universitaire 2026

Prononcé par Sophie D'Amours

Conseil universitaire

Séance du 22 septembre 2026

L'université à l'ère de l'IA : un bien commun précieux

Mesdames,
Messieurs,

Nous vivons une époque marquée par de grandes découvertes, mais aussi par la désinformation, par une crise de la médiation scientifique.

Cette crise se caractérise notamment par une polarisation des enjeux scientifiques et une contestation accrue des experts dans l'espace public. Dans plusieurs pays, cela s'accompagne aussi d'un recul de la liberté académique.

À l'échelle de la planète, les universités sont sous pression.

Je voudrais commencer en partageant une conviction simple.

Je crois profondément à l'université.

À sa capacité de transformer des vies, d'offrir des ascenseurs sociaux, de contribuer à l'avancement de nos sociétés et d'offrir des moyens, comme des connaissances et des innovations, pour améliorer la vie en société et construire un monde meilleur.

Mais je crois aussi que nous sommes à un moment où nous devons nous poser une question difficile :

Que devient une société lorsque ses citoyens perdent confiance dans ses institutions, dans ses chercheurs, dans ses experts et, ultimement, dans la possibilité même de distinguer ce qui est vrai de ce qui ne l'est pas ?

Cette question concerne directement l'université.

Parce que l'université n'est pas un bien qui appartient à une élite intellectuelle, à un corps professoral. L'université est un bien commun ouvert au monde.

Lorsque l'université n'est plus comprise, que sa pertinence est mise en cause, elle s'affaiblit.

Et lorsqu'elle s'affaiblit, c'est toute la société qui perd quelque chose.

Nous vivons dans un monde où jamais l'information n'a été aussi abondante.

Et pourtant, jamais il n'a été aussi difficile de savoir à qui faire confiance.

Pensez-y, nous sommes constamment exposés à des affirmations.

Certaines sont vraies.

Certaines sont fausses.

Certaines sont simplement incomplètes ou biaisées.

Et certaines sont conçues précisément pour désinformer, provoquer notre colère, notre peur ou notre indignation.

La vie en société ne peut pas fonctionner durablement si l'on ne dispose plus de règles communes, de repères communs, pour établir les faits.

Lorsque chacun possède sa propre réalité, le débat devient extrêmement difficile.

On vit alors dans des chambres d'écho et des mondes parallèles.

On discute en silo de perceptions et de croyances; on discute moins des faits et des pistes de solution.

Et lorsque nous ne partageons même plus une réalité commune, ceux qui ont le plus de pouvoir, le plus d'argent, le plus d'audience ou les algorithmes les plus performants peuvent progressivement imposer leur récit.

C'est là que la question de la démocratie rejoint celle de l'université.

Nous observons une montée de discours qui divisent profondément, qui opposent les groupes.

Des discours qui transforment les désaccords en conflits identitaires.

Qui définissent les bons et les méchants, les corrompus et les samaritains.

Qui présentent la société comme une lutte permanente entre gagnants et perdants.

Le truc est vieux comme le monde : « diviser pour régner ».

Prenons, par exemple, les mouvements masculinistes radicaux, qui s'inscrivent dans cette logique.

Lorsque certains mouvements transforment les enjeux que peuvent vivre des hommes en une logique de ressentiment, de domination et d'opposition systématique entre les sexes; ils participent à une dynamique plus large et qui nous concerne tous :

La transformation du désaccord en affrontement.

Pour moi, cette dynamique est particulièrement dangereuse, surtout si elle se combine avec une concentration du pouvoir.

Hannah Arrendt, philosophe, résume la chose ainsi : « le contrôle du récit par un pouvoir sans limites ne change pas seulement l'opinion des gens, il détruit leur capacité même à distinguer le vrai du faux ».

C'est pourquoi nous avons besoin d'institutions indépendantes et fortes.

De chercheuses et des chercheurs indépendants et rigoureux. De personnes étudiantes qui osent remettre en cause.

Et d'universités capables d'étudier, de questionner et de critiquer librement toute idée, découverte, œuvre, pratique, organisation ou institution.

Et c'est pourquoi tous ces acteurs, qui se trouvent au cœur même de l'université, se doivent d'agir de façon à convaincre qu'ils méritent d'être crûs.

L'université doit elle-même se rappeler ce qui fait sa légitimité.

L'université ne possède pas la vérité.

Elle possède quelque chose de beaucoup plus précieux : une méthode responsable et établie pour la chercher.

La science repose d'abord sur un questionnement, puis la preuve, la possibilité d'être *challengé*, voire contredit, la réplication et la critique.

Et surtout sur la possibilité de reconnaître que nous nous sommes trompés.

C'est une extraordinaire discipline intellectuelle.

La science ne dit pas :

« Voici la vérité, parce que nous sommes les experts ». Elle distingue l'opinion des faits par sa méthode.

Je vous parle de tout cela, parce que je vois de grands changements pointer à l'horizon, causés d'abord par l'IA et, possiblement, à la suite des recommandations du rapport de Michael Kratsios, *Science : A New Golden Age*, déposé sur le bureau du président Trump plus tôt ce printemps. Ce rapport remet en question la valeur sociale des universités. Il propose des changements radicaux dans nos façons de faire, de chercher la vérité, de partager les connaissances, d'être crédible.

Il m'est toutefois impossible de parler de l'avenir de la science sans débiter par l'intelligence artificielle.

L'IA représente probablement l'une des plus grandes occasions scientifiques de notre génération.

Elle peut analyser des volumes de données inimaginables.

Elle peut générer des textes, des images ou des hypothèses. Accélérer certaines expériences.

Elle peut nous aider à concevoir de nouveaux matériaux, à comprendre des maladies, à mieux modéliser les changements climatiques et à résoudre des problèmes qui semblaient auparavant hors de portée.

Nous devons la maîtriser. Et nous faire les gardiens d'une utilisation éthique et responsable de ses immenses capacités.



Nous devons l'étudier.

L'utiliser.

L'encadrer.

Avant tout, nous devons comprendre ce qu'elle change et comment elle transforme à vitesse grand V la société.

Parce que l'IA ne transforme pas seulement **notre capacité à produire du savoir**.

Elle transforme **notre rapport au savoir**.

Pendant des siècles, un défi important était l'accès à l'information, aux données, aux croyances...

Aujourd'hui, nous pouvons obtenir une réponse presque instantanément.

Notre défi se transforme en quelque chose de différent :

Comment savoir si la réponse que nous recevons mérite d'être crue ?

Une IA peut produire une réponse extrêmement convaincante et pourtant fausse.

Elle peut reproduire un biais.

Elle peut générer une hypothèse sans preuve suffisante.

Elle peut donner une apparence d'expertise à une information qui ne l'est pas.

Et cela nous oblige à repenser profondément notre rôle.

L'IA peut accélérer la production de connaissances. Elle ne doit jamais accélérer notre renoncement à les vérifier.

L'IA pose également une question fondamentale à l'université.

Si une machine peut rédiger un texte, résoudre un problème, analyser un ensemble de données ou programmer une application en quelques secondes, qu'allons-nous enseigner ?

Je crois que la réponse est certainement plus de connaissances et plus de jugement.

Parce que nous devons apprendre à nos étudiants à poser de meilleures questions.

À reconnaître une bonne preuve.

À détecter une information trompeuse.

À comprendre l'incertitude et la complexité.

À confronter des points de vue.

À reconnaître les biais.

Et à prendre la responsabilité de leurs décisions.

Car une machine peut produire une réponse.

Elle ne peut pas décider à notre place ce qui mérite d'être fait.

C'est une distinction fondamentale.

Et peut-être l'une des missions les plus importantes de l'université dans les prochaines décennies.

Alors que l'IA s'installe dans les universités, et que l'on s'anime par la vitesse qu'elle apporte à la science, les réflexions proposées dans le rapport Kratsios doivent être prises au sérieux. Elles doivent même nous préoccuper, car elles minent, au sud de la frontière, la conception même des universités comme bien commun. Et cette dérive pourrait faire boule de neige ailleurs.

Ce rapport met certes en évidence plusieurs défis réels de notre système de recherche.

La bureaucratie qui freine les découvertes.

Des mécanismes de financement qui peuvent favoriser le conformisme et brimer la liberté académique.

La difficulté à soutenir des idées véritablement audacieuses.

Et, la nécessité de transformer la façon dont nous faisons de la science à l'ère de l'intelligence artificielle.

Sur plusieurs de ces constats, nous pouvons certainement nous reconnaître.

Nous devons rendre la recherche plus agile, réduire la bureaucratie, donner une plus grande place aux idées et aux expériences qui sortent des sentiers battus, apprendre à utiliser l'IA pour accélérer la découverte.

Ces changements sont nécessaires.

D'autres constats et recommandations de ce rapport font toutefois réfléchir.

Le rapport fait état de solutions pour remédier à ces défis : plus d'investissements versés directement aux professeurs, à des installations de recherche privées, sans contributions aux universités, sans évaluation par les comités de pairs, sans obligation de publier et de partager les nouvelles connaissances.

Les professeurs agissent à l'occasion comme conseiller, consultant ou expert sur des projets privés. C'est une réalité déjà présente dans l'université.

Mais ici, on parle d'investissements conséquents, détournés des universités.

Ce modèle est fondamentalement différent de ce que nous connaissons aujourd'hui.

Plus encore, le *focus* est technocentrique, et le trop peu d'attention portée aux sciences sociales, à la santé publique et aux humanités a, à juste titre, été décrié par la revue *Nature*.

À la face même de ces constats et propositions, on doit se poser la question :

Comment moderniser la science sans affaiblir les pratiques, la portée et les institutions qui la rendent pertinente et indépendante ?

C'est un fait, nos institutions sont imparfaites.

Les comités sont imparfaits.

L'évaluation par les pairs est imparfaite.

Les organismes de financement sont imparfaits.

Mais ces mécanismes ont aussi des vertus essentielles.

Ils démocratisent la connaissance.

Ils permettent la contradiction.

Ils rendent les décisions contestables.

Ils forcent plusieurs regards sur une même question.

Et c'est précisément cette pluralité qui protège la science.

Nous devons donc, certes, réformer nos institutions, nous améliorer.

Mais nous devons aussi nous méfier d'une réforme qui remplacerait des mécanismes imparfaits par une concentration excessive de décisions entre quelques mains.

Alors, que pouvons-nous faire ?

Je crois que l'on doit résister à deux tentations.

La première serait de nous replier sur nous-mêmes.

De considérer que ceux qui critiquent l'université ne la comprennent pas et, conséquemment, qu'il vaut mieux se conforter dans le statu quo en attendant de meilleurs jours.

La deuxième serait d'abandonner nos exigences pour ne pas déplaire. À mon avis, nous ne devons faire ni l'un ni l'autre.

Nous devons faire mieux,

Et défendre plus fermement ce qui fait notre valeur.

La rigueur.

La liberté académique.

La preuve.

La persévérance.

La créativité.

L'ouverture.

Si nous voulons que la société fasse confiance à l'université, nous ne pouvons pas lui demander de nous croire parce que nous sommes l'université.

Nous devons lui donner toutes les raisons de nous croire.

Nous devons montrer que nous sommes capables de produire des connaissances utiles et de nous adapter aux réalités de notre temps.

De reconnaître nos limites.

De parler simplement.

De dialoguer avec ceux qui ne sont pas d'accord avec nous.

Et de rester indépendants, y compris lorsque nos conclusions dérangent.

Parce que l'université n'est pas une force partisane ou de militantisme.

Elle est une force intellectuelle.

Et l'on doit pouvoir préserver les lieux communs où nous pouvons encore nous arrêter, questionner, vérifier et chercher ensemble ce qui est vrai.

C'est cela, pour moi, une des grandes missions de l'université.

Le Québec demeure l'un des endroits où la science inspire toujours confiance.
C'est un avantage précieux.

Il faut en prendre soin.



Dans quelques mois, l'Université Laval célébrera ses 175 ans d'histoire.

En plus d'avoir largement contribué à la démocratisation de l'accès aux études supérieures, notre université s'appuie sur une riche tradition d'excellence, tant en recherche qu'en enseignement.

Première université francophone des Amériques, notre impact a été immense dans le développement de la société. Nous pouvons en être fiers.

Célébrons nos succès.

Et surtout, gardons toujours à l'esprit une réalité porteuse d'espoir : nos étudiantes et nos étudiants, ainsi que celles et ceux qui font le choix d'apprendre tout au long de la vie, représentent notre plus grande force de changement.

Comme université, nous avons un rôle central à jouer : leur offrir un enseignement à la fine pointe des connaissances et les outils pour répondre aux grands bouleversements de notre époque.

La communauté étudiante porte déjà en elle le germe des solutions de demain. Elle doit disposer du savoir et des moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

Ensemble, demeurons plus que jamais pertinents dans un monde nouveau.